



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.969/17
du 30 mars 2026

advies 78.969/17
van 30 maart 2026

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
assentiment à l'Accord-cadre
global de partenariat et de
coopération entre l'Union
européenne et ses États
membres, d'une part, et le
Royaume de Thaïlande,
d'autre part, fait à Bruxelles
le 14 décembre 2022'

een voorontwerp van wet
'houdende instemming met de
Kaderovereenkomst inzake
een breed partnerschap en
samenwerking tussen de
Europese Unie en haar
Lidstaten, enerzijds, en het
Koninkrijk Thailand,
anderzijds, gedaan te Brussel
op 14 december 2022'

Le 27 février 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume de Thaïlande, d'autre part, fait à Bruxelles le 14 décembre 2022'.

L'avant-projet a été examiné par la dix-septième chambre le 30 mars 2026. La chambre était composée de Luc DONNAY, président de chambre, Laurence VANCRAVEBECK et Anne-Stéphanie RENSON, conseillères d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Luc DONNAY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 mars 2026.

*

Op 27 februari 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met de Kaderovereenkomst inzake een breed partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en het Koninkrijk Thailand, anderzijds, gedaan te Brussel op 14 december 2022'.

Het voorontwerp is door de zeventiende kamer onderzocht op 30 maart 2026. De kamer was samengesteld uit Luc DONNAY, kamervoorzitter, Laurence VANCRAVEBECK en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Luc DONNAY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 maart 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE L'ACCORD-CADRE GLOBAL DE PARTENARIAT ET DE COOPÉRATION ENTRE
L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LE ROYAUME DE
THAÏLANDE, D'AUTRE PART, FAIT À BRUXELLES LE 14 DÉCEMBRE 2022

1. Conformément à l'article 3, paragraphe 2, a), de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le royaume de Thaïlande, d'autre part, fait à Bruxelles le 14 décembre 2022 (ci-après : « l'Accord »), les parties conviennent de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs et à la promotion de la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs au désarmement en prenant des mesures en vue d'adhérer à l'ensemble des autres instruments internationaux en la matière et de les mettre pleinement en œuvre. La Belgique n'a cependant pas signé le « Traité sur l'interdiction des armes nucléaires », adopté à New York le 7 juillet 2017.

Il en résultera, qu'en devenant partie à l'Accord, la Belgique s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de devenir partie au « Traité sur l'interdiction des armes nucléaires » ¹⁻².

2. En vertu de l'article 47, paragraphe 3, de l'Accord, la ratification de toutes les conventions définies comme actualisées par l'Organisation internationale du travail, auxquelles la Belgique n'est pas encore partie, devra être envisagée ³.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Invité à fournir des précisions à ce sujet, le délégué désigné dans le cadre de la demande d'avis 73.221/VR a répondu en ces termes : « Dit behoort tot de bevoegdheden van de federale overheid. Uit navraag bij de federale collega's kunnen we het volgende meedelen: België engageert zich op dit moment niet om maatregelen te nemen om partij te worden van TPNW ». Cette déclaration se heurte à l'engagement qui serait pris au nom du Royaume de Belgique en devenant partie à ce traité. L'article 3 de l'Accord est d'ailleurs désigné comme un élément essentiel de l'accord et son non-respect peut donner lieu à des mesures appropriées conformément à l'article 55 de l'accord. Pareilles mesures appropriées peuvent entraîner la suspension totale ou partielle de l'Accord, ou d'un autre accord spécifique, également dans des matières relevant de la compétence des entités fédérées. Il reste dès lors préférable que le Royaume de Belgique réfléchisse sérieusement à sa position à cet égard et les auteurs de l'avant-projet seraient bien avisés de justifier celle-ci dans l'exposé des motifs.

² Une observation similaire a été formulée dans l'avis 73.221/VR, donné le 26 avril 2023 sur un avant-projet devenu le décret (Communauté et Région flamandes) du 22 décembre 2023 portant assentiment au même Accord, ainsi que dans l'avis 75.959/4, donné le 24 avril 2024 sur un avant-projet devenu le décret (Communauté germanophone) du 20 octobre 2025 portant notamment assentiment au même Accord. Il en va de même pour les observations qui suivent.

³ Il s'agit notamment des conventions OIT n^{os} 78, 106, 110, 118, 135, 137, 142, 143, 152, 157, 160, 169, 173, 183, 185, 191 et 192 et des protocoles n^{os} 81, 89, 110 et 155 (voir : https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:11210:0::NO:11210:P11210_COUNTRY_ID:102560).

3.1. L'article 52, paragraphe 1, de l'Accord institue un comité mixte, composé de représentants des deux parties au niveau le plus élevé possible, dont les tâches sont les suivantes :

- « a) veiller au bon fonctionnement et à la mise en œuvre correcte du présent accord ;
- b) définir les priorités au regard des objectifs du présent accord ;
- c) formuler des recommandations destinées à favoriser la réalisation des objectifs du présent accord ;
- d) régler, le cas échéant, tout différend ou toute divergence de vues concernant l'interprétation, la mise en œuvre ou l'application du présent accord, conformément à l'article 55 ;
- e) examiner toutes les informations présentées par l'une des Parties concernant un défaut d'exécution des obligations au titre du présent accord et organiser des consultations avec l'autre Partie afin de trouver une solution amiable et mutuellement acceptable pour les Parties, conformément à l'article 55 ».

Le comité mixte est chargé de veiller aussi au bon fonctionnement de tout accord ou protocole sectoriel conclu ou à conclure entre les parties (article 52, paragraphe 4).

Le comité mixte peut créer des groupes de travail spécialisés pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches (article 52, paragraphe 3). Il adopte son propre règlement intérieur (article 52, paragraphe 5).

3.2. Au vu du caractère mixte de l'Accord, les matières évoquées au sein du comité mixte peuvent également concerner des matières qui relèvent de la compétence des communautés et des régions, de sorte que des accords particuliers devront être conclus au sujet de la représentation et de la prise de position au sein du comité mixte.

En ce qui concerne les organes créés par un accord de coopération conclu par l'Union européenne et ses États membres ou en vertu d'un tel accord, en l'espèce également sous la forme d'un comité mixte, le Conseil d'État, section de législation, a, dans son avis 53.978/VR du 7 novembre 2013, relevé ce qui suit :

(Traduction)

« À cet égard, il convient de rappeler qu'il est nécessaire de prévoir en Belgique également les procédures requises en vue d'organiser la prise de position et la représentation de la Belgique au sein du Comité mixte précité et du sous-comité institué par l'article 28 dans le respect des règles répartitrices de compétences nationales.

Conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', la représentation et la prise de position au nom de la Belgique doivent être réglées dans un accord de coopération.

Les accords de coopération actuels du 8 mars 1994⁴ ne procurent pas de base juridique suffisante à pareilles représentation et prise de position, en ce qu'ils ne portent que sur la représentation au sein du Conseil de l'Union européenne. Les accords de coopération concernés ne peuvent pas s'appliquer par simple analogie, dans la mesure où le Comité mixte, certes sur le plan formel, est une expression des relations extérieures de l'Union européenne, mais il est également, sur le plan matériel, expressément compétent pour des matières relevant de la compétence des États membres⁵, qui, dans la répartition des compétences en vigueur en Belgique, relèvent ensuite également des compétences (exclusives) des communautés et des régions.

Aussi longtemps qu'un accord de coopération ne prévoit pas de base juridique suffisante à cet effet, la représentation et la prise de position au nom de la Belgique au sein du Comité mixte et du sous-comité doivent faire l'objet d'une concertation entre les gouvernements concernés, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 »⁶.

Certes, la coordination de la prise de position de l'Union européenne et de ses États membres dans des matières relevant de la compétence mixte de l'Union européenne et de ses États membres se déroule, en pratique, au sein du Conseil de l'Union européenne et la coordination de la prise de position de la Belgique qui précède a lieu conformément aux règles relatives à la prise de position au sein du Conseil.

Il convient toutefois de relever que les décisions prises dans les matières relevant de la compétence des États membres ne sont pas prises, du point de vue juridique, par le Conseil de l'Union européenne, mais par les représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil. Bien que cela soit peut-être plutôt exceptionnel dans la pratique, il n'est pas exclu que des États membres, dans des matières relevant de leur compétence, adoptent encore une position nationale au sein des organes institués par un accord de coopération ou en vertu de celui-ci.

Par conséquent, l'absence de règles en la matière, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', pourrait poser problème. Si un consensus était trouvé entre les autorités compétentes en vue d'une application par analogie de l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil de Ministres de l'Union européenne' dans ces matières, mieux vaudrait dans ce cas adapter cet accord de coopération afin d'étendre son champ d'application en ce sens.

⁴ *Note de bas de page 2 de l'avis cité* : Accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne' et accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions et le Collège réuni de la Commission communautaire commune 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne'.

⁵ *Note de bas de page 3 de l'avis cité* : Voir l'article 62 de l'accord-cadre.

⁶ Avis 53.978/VR donné le 7 novembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 4 avril 2014 'houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake een partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Mongolië, anderzijds, ondertekend in Ulaanbaatar op 30 april 2013', observation n° 3.2, *Doc. parl.*, Parl. fl., 2013-2014, n° 2455/1, pp. 37-38.

4. Conformément à son article 53, paragraphe 1, l'Accord peut être étendu « par consentement mutuel », afin de renforcer le niveau de la coopération, au moyen d'accords ou de protocoles spécifiques.

Invité à apporter des éclaircissements à ce sujet dans le cadre de l'examen de la demande d'avis 73.221/VR, le délégué a précisé ce qui suit :

« De voorliggende overeenkomst kan worden aangevuld of uitgebreid met overeenkomsten of protocollen voor specifieke gebieden, sectoren en activiteiten. Ook deze overeenkomsten of protocollen dienen de geijkte procedure te doorlopen. Daarnaast stelt artikel 61 dat wijzigingen pas van kracht worden vanaf de datum van de laatste schriftelijke kennisgeving dat alle noodzakelijke formaliteiten daartoe vervuld zijn ».

Conformément à l'article 167, §§ 2 et 3, de la Constitution, les accords et protocoles spécifiques n'auront de toute façon d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des parlements belges compétents. Eu égard à l'article 190 de la Constitution, les accords et protocoles spécifiques devront être publiés au *Moniteur belge* pour être obligatoires.

5. Selon l'article 59, paragraphe 2, de l'Accord, la Thaïlande et l'Union européenne peuvent appliquer ce dernier à titre provisoire, en tout ou en partie, dans l'attente de son entrée en vigueur.

Invité à donner des précisions à cet égard dans le cadre de l'examen de la demande d'avis 73.221/VR, le délégué a confirmé que cette application n'est possible que

« voor de artikelen die onder de exclusieve bevoegdheid van de EU behoren. Ik verwijs hierbij graag naar artikel 3 van het Besluit (EU) 2022/2562 van de Raad van 24 oktober 2022 betreffende de ondertekening namens de Unie en de voorlopige toepassing van de Kaderovereenkomst inzake een breed partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en het Koninkrijk Thailand, anderzijds ».

Dès lors, l'article 59, paragraphe 2, de l'Accord ne pose pas de problèmes au regard de l'article 167, §§ 2 et 3, précité, de la Constitution.

6. Sous la signature du Royaume de Belgique, il est indiqué que la signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

La section de législation a déjà relevé à de multiples reprises que ces formulations doivent s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la Communauté française⁷.

⁷ Voir notamment en ce sens l'avis 69.854/2/V donné le 10 août 2021 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 15 décembre 2021 'portant assentiment à l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo le 17 juillet 2018', observation 3, *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2021-2022, n° 302/1, pp. 13-14.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET DE LOI

L'avant-projet de loi n'appelle aucune observation.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN DE KADEROVEREENKOMST INZAKE EEN BREED PARTNERSCHAP EN
SAMENWERKING TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJD, EN HET
KONINKRIJK THAILAND, ANDERZIJD, GEDAAN TE BRUSSEL OP 14 DECEMBER 2022

1. Overeenkomstig artikel 3, lid 2, a), van de Kaderovereenkomst inzake een breed partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en het Koninkrijk Thailand, anderzijds, gedaan te Brussel op 14 december 2022 (hierna: “de overeenkomst”) komen de partijen overeen samen te werken en bij te dragen aan de bestrijding van de proliferatie van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor, en aan de bevordering van de uitvoering van internationale ontwapeningsinstrumenten door maatregelen te nemen om partij te worden bij alle andere internationale instrumenten op dat gebied en deze volledig uit te voeren. België heeft de “Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons”, aangenomen te New York op 7 juli 2017, evenwel niet ondertekend.

Het gevolg zal zijn dat, door partij te worden bij de overeenkomst, België zich ertoe verbindt om alsnog alle noodzakelijke maatregelen te nemen om partij te worden bij de “Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons”.¹⁻²

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Toen de gemachtigde die was aangewezen in het kader van adviesaanvraag 73.221/VR daarover om nadere toelichting is gevraagd, heeft hij het volgende geantwoord: “Dit behoort tot de bevoegdheden van de federale overheid. Uit navraag bij de federale collega’s kunnen we het volgende meedelen: België engageert zich op dit moment niet om maatregelen te nemen om partij te worden van TPNW.” Deze verklaring staat op gespannen voet met het engagement dat namens het Koninkrijk België aangegaan zou worden door partij te worden bij deze overeenkomst. Artikel 3 van de overeenkomst is overigens aangemerkt als een essentieel onderdeel van de overeenkomst en zijn niet-naleving kan aanleiding geven tot passende maatregelen overeenkomstig artikel 55 van de overeenkomst. Dergelijke passende maatregelen kunnen aanleiding geven tot een gehele of gedeeltelijke opschorting van de overeenkomst, of van een andere specifieke overeenkomst, ook in aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de deelstaten behoren. Het Koninkrijk België overweegt dan ook best grondig zijn positie hieromtrent, en de stellers van het voorontwerp doen er goed aan deze te verantwoorden in de memorie van toelichting.

² Een soortgelijke opmerking is gemaakt in advies 73.221/VR van 26 april 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet (Vlaamse Gemeenschap en Vlaams Gewest) van 22 december 2023 tot instemming met dezelfde overeenkomst, evenals in advies 75.959/4 van 24 april 2024 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet (Duitstalige Gemeenschap) van 20 oktober 2025 dat onder meer instemming verleent aan dezelfde overeenkomst. Hetzelfde geldt voor de opmerkingen die volgen.

2. Krachtens artikel 47, lid 3, van de overeenkomst zal de bekrachtiging overwogen moeten worden van alle door de Internationale Arbeidsorganisatie als actueel aangemerkte verdragen waarbij België nog geen partij is.³

3.1. Artikel 52, lid 1, van de overeenkomst stelt een gemengd comité in dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van beide partijen op het hoogst mogelijke niveau, en dat de volgende taken heeft:

- “a) zorgen voor de goede werking en uitvoering van deze overeenkomst;
- b) prioriteiten vaststellen met betrekking tot de doelstellingen van deze overeenkomst;
- c) aanbevelingen doen ter bevordering van de doelstellingen van deze overeenkomst;
- d) indien nodig verschillen en geschillen oplossen die zich voordoen met betrekking tot de interpretatie, uitvoering of toepassing van de overeenkomst, overeenkomstig artikel 55;
- e) alle door een partij ingediende informatie betreffende de niet-naleving van verplichtingen uit hoofde van deze overeenkomst onderzoeken en overleg plegen met de andere partij om een minnelijke oplossing te vinden die voor beide partijen aanvaardbaar is, overeenkomstig artikel 55.”

Het gemengd comité heeft ook tot taak toe te zien op de goede werking van alle tussen de partijen gesloten of nog te sluiten sectorale overeenkomsten of protocollen (artikel 52, lid 4).

Het gemengd comité kan gespecialiseerde werkgroepen instellen die het bij de uitvoering van zijn taken ondersteunen (artikel 52, lid 3). Het stelt zijn eigen reglement van orde vast (artikel 52, lid 5).

3.2. Gelet op het gemengde karakter van de overeenkomst kunnen de aangelegenheden die ter sprake komen in het gemengd comité ook betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten behoren, zodat bijzondere afspraken gemaakt zullen moeten worden over de vertegenwoordiging en de standpuntbepaling in het gemengd comité.

Met betrekking tot de organen die zijn opgericht bij of krachtens een samenwerkingsovereenkomst gesloten door de Europese Unie en haar lidstaten, in dit geval eveneens in de vorm van een gemengd comité, heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, in advies 53.978/VR van 7 november 2013 het volgende opgemerkt:

“In dit verband moet in herinnering worden gebracht dat het noodzakelijk is om binnen België ook in de nodige procedures te voorzien om de Belgische standpuntbepaling en vertegenwoordiging in het voornoemde Gemengd Comité en het bij artikel 28 opgerichte subcomité te organiseren met respect voor de Belgische bevoegdheidsverdelende regels.

³ Het gaat met name om de IAO-verdragen nrs. 78, 106, 110, 118, 135, 137, 142, 143, 152, 157, 160, 169, 173, 183, 185, 191 en 192 en om de protocollen nrs. 81, 89, 110 en 155 (zie: https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:11210:0::NO:11210:P11210_COUNTRY_ID:102560).

De vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België dienen overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*bis*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' in een samenwerkingsakkoord te worden geregeld.

De huidige samenwerkingsakkoorden van 8 maart 1994⁴ bieden geen voldoende juridische basis voor deze vertegenwoordiging en standpuntbepaling aangezien ze enkel betrekking hebben op de vertegenwoordiging in de Raad van de Europese Unie. De betrokken samenwerkingsakkoorden kunnen niet zo maar bij analogie worden toegepast, nu het Gemengd Comité weliswaar formeel een exponent is van de externe betrekkingen van de Europese Unie, maar materieel ook uitdrukkelijk voor aangelegenheden bevoegd is die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren,⁵ die in de Belgische bevoegdheidsverdeling vervolgens ook behoren tot de (exclusieve) bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten.

Zolang ervoor niet in een voldoende juridische basis bij samenwerkingsakkoord is voorzien, dienen de vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België in het Gemengd Comité en in het subcomité overeenkomstig het bepaalde in artikel 92*bis*, § 4*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 het voorwerp uit te maken van een overleg tussen de betrokken regeringen.”⁶

Weliswaar is het zo dat de coördinatie van de standpuntbepaling van de Europese Unie en haar lidstaten in aangelegenheden die tot de gemengde bevoegdheid van de Europese Unie en haar lidstaten behoren, in de praktijk plaatsvindt binnen de Raad van de Europese Unie, en dat de coördinatie van de Belgische standpuntbepaling hiervoor plaatsvindt overeenkomstig de regels voor de standpuntbepaling in de Raad.

Niettemin moet erop gewezen worden dat de beslissingen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren, juridisch gezien niet door de Raad van de Europese Unie genomen worden, maar door de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten in de Raad verenigd. Hoewel dit in de praktijk misschien eerder uitzonderlijk is, is het niet uitgesloten dat lidstaten in aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, in de organen opgericht bij of krachtens een samenwerkingsovereenkomst, alsnog nationale standpunten innemen.

Het ontbreken van een regeling ter zake overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' kan dan ook aanleiding geven tot problemen. Indien er een consensus zou bestaan tussen de bevoegde overheden om het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie' in deze aangelegenheden naar analogie toe te

⁴ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie', en samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie'.

⁵ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie artikel 62 van de kaderovereenkomst.

⁶ Advies 53.978/VR van 7 november 2013 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest van 4 april 2014 'houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake een partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Mongolië, anderzijds, ondertekend in Ulaanbaatar op 30 april 2013', opmerking 3.2, *Parl.St.* VI.Parl. 2013-14, nr. 2455/1, 37-38.

passen, dan wordt dit samenwerkingsakkoord het best aangepast om het toepassingsgebied ervan in die zin uit te breiden.

4. Overeenkomstig artikel 53, lid 1, van de overeenkomst kan die “met wederzijdse goedkeuring” worden uitgebreid, met het oog op intensivering van het samenwerkingsniveau, door middel van specifieke overeenkomsten of protocollen.

Toen in het kader van het onderzoek van adviesaanvraag 73.221/VR de gemachtigde daarover om nadere toelichting is gevraagd, heeft hij het volgende geantwoord:

“De voorliggende overeenkomst kan worden aangevuld of uitgebreid met overeenkomsten of protocollen voor specifieke gebieden, sectoren en activiteiten. Ook deze overeenkomsten of protocollen dienen de geijkte procedure te doorlopen. Daarnaast stelt artikel 61 dat wijzigingen pas van kracht worden vanaf de datum van de laatste schriftelijke kennisgeving dat alle noodzakelijke formaliteiten daartoe vervuld zijn.”

Overeenkomstig artikel 167, §§ 2 en 3, van de Grondwet zullen de specifieke overeenkomsten en protocollen in elk geval slechts gevolg kunnen hebben nadat ze de instemming hebben verkregen van de bevoegde Belgische parlementen. Gelet op artikel 190 van de Grondwet, zullen de specifieke overeenkomsten en protocollen, om verbindend te zijn, moeten worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

5. Luidens artikel 59, lid 2, van de overeenkomst kunnen Thailand en de Europese Unie deze voorlopig toepassen, geheel of gedeeltelijk, in afwachting van de inwerkingtreding ervan.

Toen in het kader van het onderzoek van adviesaanvraag 73.221/VR de gemachtigde daarover om nadere toelichting is gevraagd, heeft hij bevestigd dat die toepassing enkel mogelijk is

“voor de artikelen die onder de exclusieve bevoegdheid van de EU behoren. Ik verwijs hierbij graag naar artikel 3 van het Besluit (EU) 2022/2562 van de Raad van 24 oktober 2022 betreffende de ondertekening namens de Unie en de voorlopige toepassing van de Kaderovereenkomst inzake een breed partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en het Koninkrijk Thailand, anderzijds”.

Gelet op deze uitleg doet artikel 59, lid 2, van de overeenkomst geen problemen rijzen in het licht van het voormelde artikel 167, §§ 2 en 3, van de Grondwet.

6. Onder de handtekening voor het Koninkrijk België wordt vermeld dat de handtekening tevens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bindt.

De afdeling Wetgeving heeft al bij herhaling opgemerkt dat die bewoordingen zo opgevat moeten worden dat ze ook slaan op de Franse Gemeenschapscommissie, aangezien die ter uitvoering van artikel 138 van de Grondwet bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent.⁷

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN WET

Over het voorontwerp van wet zijn geen opmerkingen te maken.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Luc DONNAY

⁷ Zie in die zin met name advies 69.854/2/V van 10 augustus 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 december 2021 ‘houdende instemming met de Strategische partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Japan, anderzijds, gedaan te Tokyo op 17 juli 2018’, opmerking 3, *Parl.St.* Fr.Parl. 2021-22, nr. 302/1, 13-14.